

JUILLET 2023

THE SAMOS LEGAL CENTRE NEWSLETTER



Bienvenue à la 22ème édition de la newsletter du Samos Legal Centre !

En juillet, les médias internationaux ont continué à se concentrer sur la Grèce après le naufrage dévastateur survenu le mois précédent au large des côtes grecques. Le nombre de nouveaux arrivants parvenant à enregistrer leur demande d'asile à Samos a augmenté de manière significative, et l'équipe a animé une session de présentation sur la procédure légale à Samos aux visiteurs de l'île. Plus d'informations ci-dessous :

Naufrage dévastateur au large des côtes grecques Des accusations sont portées contre des ONG

Après le naufrage dévastateur survenu le 14 juin au large des côtes occidentales de la Grèce, l'attention des médias internationaux s'est focalisée sur la Grèce et son implication présumée dans la tragédie. *Le Guardian* a rapporté que de nombreux survivants ont déclaré que les tentatives des garde-côtes grecs de remorquer le navire avaient finalement provoqué le naufrage. En juillet, le nombre croissant d'arrivants parvenant à s'enregistrer sur les îles frontalières sans être repoussés a été considéré par des organisations comme une tentative de la Grèce de faire preuve d'une approche plus douce, même temporairement. 664 nouveaux arrivants ont été enregistrés sur l'île de Lesbos en juillet, la population du camp atteignant 2749 personnes.



Cependant, le 29 juillet, le ministère de la protection civile de la police a publié une déclaration selon laquelle des accusations de "facilitation de l'entrée illégale d'étrangers sur le territoire grec, via l'île de Lesbos" avaient été portées contre des membres de "deux organisations criminelles" actives à Lesbos. Bien que les organisations ne soient pas nommées dans la déclaration, elles sont identifiées comme travaillant à l'intérieur du camp de Lesbos et sont accusées d'avoir fourni des instructions sur la navigation des bateaux à l'arrivée, d'avoir fourni des informations aux trafiquants sur leurs arrivées, et d'avoir encouragé les trafiquants en rassemblant et en fournissant des instructions aux arrivants qui se cachaient dans des zones forestières difficiles à atteindre. Cette action met en lumière les efforts déployés actuellement en Grèce pour identifier les itinéraires potentiels des passeurs tout en ciblant les acteurs de la société civile impliqués dans l'aide aux personnes en déplacement.

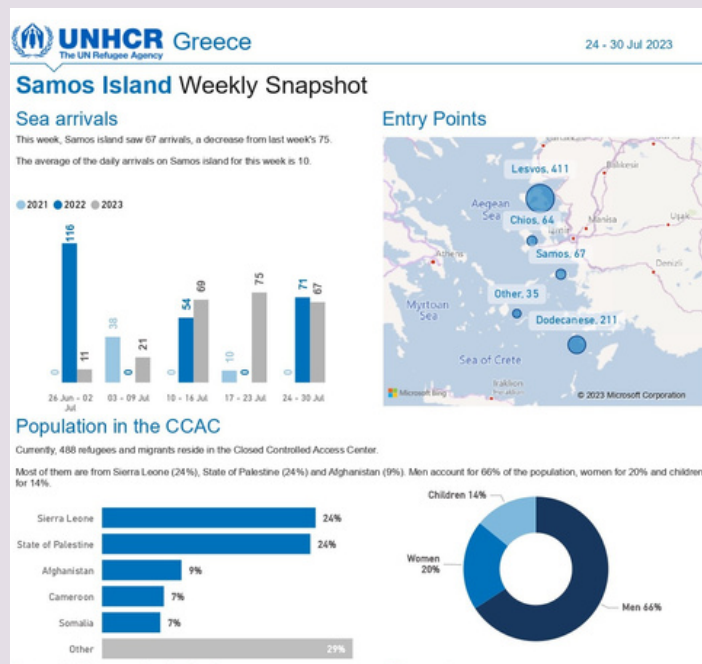
Mise à jour du contexte du "centre d'accès contrôlé fermé" de Samos

Les derniers chiffres du Ministère des migrations et de l'asile indiquent que 599 demandeurs d'asile et réfugiés vivent à Samos, dont 587 au CCAC. Au moins 211 nouveaux arrivants ont été enregistrés à Samos en juillet, contre 29 le mois dernier, et plus de 93 personnes ont été transférées de l'île vers des installations sur le continent, tandis que d'autres ont quitté l'île par des moyens illégaux.

Les chiffres du HCR pour la période du 24 au 30 juillet estiment que :

- 24% de la population du camp est originaire de Sierra Leone ;
- 24% de Palestine ;
- 9 % d'Afghanistan ;
- 6% du Cameroun, 7% de la Somalie ;
- 29 % d'"autres" pays non spécifiés.

Le rapport indique que les hommes représentent 66 % de la population, les femmes 20 % et les enfants 14 %.



Témoignage - soutien aux victimes de violences basées sur le genre

Environ un tiers des bénéficiaires du centre juridique de Samos sont des femmes, et la majorité d'entre elles déclarent avoir subi des violences sexuelles et sexistes dans leur pays ou au cours de leur voyage pour demander l'asile en Grèce.

Les femmes demandeuses d'asile sont particulièrement exposées, non seulement tout au long de leur voyage, où le risque de trafic d'êtres humains et de violence sexuelle et sexiste est élevé, mais aussi dans le pays d'accueil. Elles ont des besoins spécifiques en matière de protection qui nécessitent que l'aide juridique et les procédures d'asile soient sensibles au genre et individuelles, car le risque d'une victimisation secondaire peut être élevé lorsque les demandeurs doivent se rappeler et décrire des détails douloureux de leur histoire. À Samos, les demandeuses d'asile rapportent régulièrement qu'elles se sentent "bousculées" et "sous pression" pendant l'entretien, et qu'elles n'ont pas assez de temps pour s'exprimer.

S., originaire d'Ouganda, a survécu à un mariage forcé et à des années de violence domestique. La violence dans son mariage était telle qu'elle a entraîné plusieurs fausses couches et des blessures à long terme. S* a cherché à obtenir la protection des autorités nationales en Ouganda, mais elle a été informée que "la police ne s'occupait pas des problèmes familiaux". En Ouganda, la violence sexuelle et sexiste est très répandue et les mariages forcés sont largement signalés. La législation nationale n'érige pas en infraction le viol conjugal, qui est une caractéristique courante des mariages forcés. Après plusieurs tentatives infructueuses de relocalisation dans son pays, S* a réussi à fuir en Turquie et finalement en Grèce pour demander l'asile. Elle a rencontré l'équipe d'ASF France et a été orientée pour raconter les aspects douloureux de son histoire et se préparer à l'entretien de demande d'asile. Elle a été représentée lors de l'entretien par une avocate d'ASF France, qui s'est assurée que les questions posées étaient sensibles au genre et minimisaient le risque de retraumatisation.



Présentation du Centre juridique de Samos

Ce mois-ci, l'équipe d'ASF France a eu l'occasion de rencontrer Antonis Schwarz, un activiste et philanthrope germano-grec, qui soutient le projet de Samos à travers sa Fondation *Good Move Initiatives* depuis plusieurs années.

L'équipe a discuté de l'évolution du contexte à Samos par rapport aux politiques migratoires grecques de dissuasion et de détention, de l'impact de ces politiques sur les demandeurs d'asile et les réfugiés arrivant sur l'île, et du soutien juridique apporté par ASF France. Plus d'informations [ici](#) !



271

Chiffre du mois

271 consultations ont été menées au centre juridique de Samos en juillet, alors que le nombre de nouveaux arrivants enregistrés au centre à accès contrôlé continuait d'augmenter.

Les nouveaux arrivants ont demandé un soutien juridique et 31 rendez-vous de préparation à l'entretien (d'une durée d'environ deux heures chacun) ont été organisés.

32 nouveaux bénéficiaires ont été accueillis au centre et 137 séances de gestion des dossiers en cours ont été organisées. Les deux avocates grecs de l'équipe ont envoyé 54 demandes aux autorités chargées de l'asile et de la gestion des camps pour défendre les intérêts des demandeurs vulnérables, ont assisté à 5 entretiens d'asile et ont déposé 5 recours.

